

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°998 du 16 Mai 2009

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

TRANSITION VERS LES RETRAITES DU FUTUR

Je viens de mettre la dernière main au dernier volume de la trilogie que j'ai consacrée au lancinant, récurrent et dramatique problème des retraites en France. Je l'ai commis en compagnie de mon ami Georges Lane, qui a lui-même beaucoup publié sur la Sécurité Sociale.

Dans une trilogie la qualité n'est pas toujours homogène. Si l'on s'en réfère à Pagnol, Marius et Fanny sont certainement de meilleure facture que César.

Notre Marius (premier tome) c'était le diagnostic du système actuel, fondé exclusivement sur la répartition. Aucun futur pour ces retraites, les cotisations ne cesseront d'augmenter et les pensions de diminuer pour une raison élémentaire : un système où les actifs payent pour les retraités ne peut survivre au vieillissement de la population. Ce diagnostic fait d'ailleurs l'unanimité des observateurs, mais appelle des réactions différentes : les uns croient que l'on peut « bricoler » le système pour assurer la survie, mais les autres (dont nous sommes) savent que l'explosion peut être retardée de quelques mois, mais se produira de toutes façons.

Notre Fanny (deuxième tome) portait sur la capitalisation, et la façon dont elle s'invite dans les systèmes de retraites d'un très grand nombre de pays, allant parfois, comme au Chili, jusqu'à la disparition complète de la répartition. Notre étude a porté sur 37 pays, et a décrit les modalités diverses d'une transition tantôt progressive, tantôt brutale vers la capitalisation. En même temps nous nous étions astreints à une pédagogie de la capitalisation, car en cette période de crise financière, l'argument massue veut que les fonds de pensions soient ruinés et les futurs retraités avec eux – ce qui est totalement faux.

Avec notre César nous nous sommes posés deux questions plus précises : pourquoi pas en France ? Comment devraient s'y prendre des réformateurs enfin lucides et décidés ? Nous avons examiné toutes les spécificités françaises : un vieillissement prononcé (mais nous ne sommes pas les seuls), un niveau de pensions relativement élevé en valeur absolue (d'autres pays comme la Grande Bretagne ont amorcé la transition à partir de retraites minimales), un endettement très lourd. Mais rien pour autant ne justifie le statu quo. Pour nous les deux raisons pour lesquelles on ne fait rien de significatif en France (en dépit des discours lénifiants) sont la pression politique et l'ignorance économique.

La pression politique est celle de groupes qui n'ont aucun intérêt à changer parce qu'ils échappent (du moins le croient-ils) aux perspectives du régime général, bénéficiant de privilèges rassurants : salariés du secteur public et fonctionnaires. Les hommes politiques ne veulent pas courir le risque de compromettre la « paix sociale » (très relative en ce moment !) ni leurs chances dans les prochaines consultations électorales (et il y en a toujours une). En d'autres termes, il n'y a pas de stimulant politique, il n'y a pas de courage politique.

L'ignorance économique vient de ce que ni les salariés ni les dirigeants ne connaissent les coûts du système actuel, et la nullité des performances de la répartition. De même ils ne savent rien des perspectives de la capitalisation, de nature à relancer l'économie plus sûrement que tous les plans gouvernementaux. Car la capitalisation signifie le retour au travail, le retour à l'épargne, le retour à la responsabilité. C'est un vrai changement de société, de nature à accélérer la croissance.

Ces vérités apparaissent à l'évidence quand on observe les expériences étrangères.

Avec l'IREF et Contribuables Associés, j'ai invité à Paris José Piñera, le « sorcier chilien », qui est sans doute l'expert mondial numéro un des problèmes de la transition. A la différence d'autres économistes, mais tout comme nous, il est persuadé que la transition n'est pas un problème technique, mais un problème politique. Lui a eu le courage de « prendre le taureau par les cornes » et aujourd'hui le Chili, et tous ceux qui ont réalisé la transition, se trouvent dans une situation économique remarquable mais, plus encore, ont permis à leurs citoyens de se libérer de la bureaucratie administrative, syndicale ou patronale. La transition rend aux hommes leur indépendance et leur dignité : ils travaillent pour leur futur, pour leur famille, parce qu'ils ont la liberté de choix et de gestion.

J'espère qu'à la différence de Pagnol, j'aurai mieux réussi mon César.

Le livre sera disponible dès la semaine prochaine. Il est édité par la Librairie de l'Université d'Aix en Provence www.aix-provence.com. Vous pouvez vous le procurer auprès de Contribuables associés www.contribuables.org.

Je vous rappelle le rendez-vous de lundi 25 mai, où j'espère retrouver nombre d'entre vous.

Jacques Garelo

Lundi 25 MAI de 18h30 à 20h00

Retraites : comment passer de la répartition à la capitalisation ?

Pavillon Cambon Capucines, 46 Rue Cambon, 75001 (métro Concorde)

José Piñera, ancien ministre, pionnier d'une réforme pleinement réussie au Chili ;
Lars Feld, Professeur à l'Université d'Heidelberg, analyste des réformes en Allemagne ;
Jacques Garelo, et Georges Lane, auteurs du tome III : « La transition ».

La conférence est organisée conjointement par Contribuables Associés, l'ALEPS et l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales). Elle est présentée par le Président Alain Mathieu (Contribuables Associés) et Maître Jean Philippe Delsol (IREF).

Les débats seront animés par Benoîte Taffin, porte parole de Contribuables associés.

Inscriptions (participation aux frais 5€) auprès de Contribuables Associés, 42 rue des Jeûneurs, 75992 Paris Tél. 01 42 21 87 85 et mjb@contribuables.org avant le 20 mai.

Conjoncture

RELANCER LA RELANCE ?

En dépit de plans de relance par la demande d'une ampleur sans précédent, la récession n'a pas été pour l'instant surmontée. Les résultats du premier trimestre 2009, qui devraient intégrer les premiers effets bénéfiques des plans keynésiens, sont pires que prévus. Pourtant, on nous avait expliqué que seule une relance de la demande pouvait permettre d'obtenir des effets immédiats, puisque seul compte le court terme, contrairement aux politiques de l'offre, qui agissent plus lentement (et « à long terme nous serons tous morts », comme le disait Keynes). Les prévisions pour 2009, intégrant les effets des plans de relance, sont tout aussi mauvaises. Faut-il relancer la relance ?

Des déficits qui peuvent atteindre 50% du budget !

Les premiers plans de relance datent de l'automne 2008. D'emblée, presque tous les gouvernements ont écarté les plans visant à encourager l'offre par une baisse des impôts et une déréglementation. Ces mesures de fond n'auraient pas agi assez vite, disait-on, et tous les socialistes tenaient enfin leur revanche sur les années Thatcher et Reagan : grâce à la crise, on pouvait faire rentrer par la fenêtre l'Etat que l'on avait chassé par la porte. L'urgence impliquait, disait-on, une politique à effets rapides, donc une politique keynésienne de relance par la demande. Le seul débat toléré était celui du choix entre la relance de la consommation des ménages et celle des investissements publics.

La mécanique keynésienne est en route depuis six mois au moins : dépensez est le mot d'ordre, dépensez sans efforts, ne prenez pas de peine, l'économie suivra. Les plans les plus modestes ont porté sur des dizaines de milliards, d'autres sur des centaines. Le cas américain est intéressant :

George Bush lui-même s'y était mis, poussé par le Congrès, et Obama s'est empressé de relancer à son tour cette relance. Personne ne réalise l'ampleur de ces plans : aux Etats-Unis (en Angleterre aussi), la relance par les dépenses publiques mène le déficit à 12% du PIB cette année ; comme le budget est environ de 20 à 25% du PIB, cela signifie que le déficit atteint en gros 50% du budget ! Quand les Anglais ou les Américains ont 50 de recettes fiscales, leur Etat en dépense 100. Difficile d'aller plus loin. C'est sans précédent.

Le remède n'a eu aucun effet positif

Le malade va-t-il survivre à ce traitement de cheval ? Si les recettes keynésiennes avaient une part de vérité, les effets auraient dû être immédiats : la baisse de la TVA en Angleterre, les remboursements d'impôts aux USA, auraient dû se traduire immédiatement par une explosion de la consommation des ménages. Les résultats du premier trimestre devaient donc marquer le succès de cette politique. Les résultats tombent les uns après les autres : ils sont catastrophiques. Aux Etats-Unis, la chute du PIB a été de 6,1% au premier trimestre, presque comme au dernier trimestre 2008 (-6,3%), tandis que l'investissement recule de 38% : relancer la consommation n'a eu aucun effet, sauf pousser vers le bas des investissements !

Les autres pays suivent le même chemin. Vous êtes trop impatients, nous dit-on. La relance keynésienne, nous dit-on encore, permet une reprise à court terme, mais le court terme peut être un peu long : il faut des mois pour que cela marche. Voilà que l'on redécouvre la théorie des « lags » (délais) de Friedman, qui pour sa part avait conclu à l'inefficacité de toute politique conjoncturelle. Regardons les prévisions pour l'ensemble de l'année 2009, revues par les divers organismes internationaux (FMI, OCDE) et intégrant les effets sur un an des plans de relance : le FMI annonce - 5,6% pour l'Allemagne ; une semaine plus tard le gouvernement allemand rectifie : ce sera - 6%. Recul du PIB de 8,9% en Irlande qui n'a pourtant pas lésiné sur la relance et les déficits. L'ensemble de la zone euro sera à - 4,2%. Le Japon à - 6,2%. On pourrait multiplier les exemples.

Le seul point commun, c'est que ces prévisions sont pires qu'avant l'annonce des plans de relance, alors même que les modèles prévisionnistes ont un biais keynésien ! Conclusion de nos bons keynésiens (socialistes français en tête) : c'est que les plans ont été trop timides ; il faut d'urgence relancer la relance, augmenter les dépenses publiques. C'est au point que l'OCDE, dans le cas de la France, a dû mettre en garde contre tout nouveau plan de relance.

Les plans de relance, c'est Chantecler

Mais les keynésiens ont de la répartie : vous êtes encore trop pressés ; les plans de relance vont faire redémarrer l'économie en 2010. Il faut laisser du temps au temps. Voilà du court terme qui dure. Oui, mais les prévisions pour 2010 ne sont pas optimistes non plus. Certes, il faut se méfier des prévisions, tributaires des modèles utilisés. Mais en gros on annonce pour 2010 une croissance zéro aux USA, un recul de 0,4% dans la zone euro et 0,5% de croissance au Japon. Le résultat est bien maigre pour des plans de relance aussi massifs.

Bien entendu, la croissance finira par revenir. On dira alors que c'est grâce aux plans de relance. Mais les plans de relance et leurs auteurs sont comme Chantecler, le coq qui croit que c'est son chant qui fait se lever le soleil. Les dirigistes pourront crier victoire, comme ils l'ont fait avec le New Deal, alors même qu'en 1937-38, le chômage était toujours élevé et la crise n'était pas achevée. Comme la guerre est survenue entre-temps, et que l'économie s'est transformée dans ce seul but, on a oublié cet échec et on a commencé à raconter cette belle histoire, faite pour endormir les enfants.

Il en ira de même cette fois-ci. Mais il y a une différence : c'est que l'ampleur de ces plans, le gouffre des déficits publics, l'endettement qu'ils impliquent, le retour aux « politiques monétaires non conventionnelles », ce qui veut dire au financement des déficits publics par la création de monnaie, tout cela va durablement dérégler nos économies : nous aurons à en payer le prix, en inflation, en remboursement de la dette, s'il n'y a pas eu banqueroute entre temps, en manque d'épargne pour les investissements productifs, toutes choses qui retarderont une vraie reprise ou la rendront fragile et déséquilibrée.

Mais le but essentiel sera atteint : les hommes politiques auront donné le sentiment qu'ils « maîtrisaient la crise ». Il est vrai que dire « reposez-vous, dépensez, l'Etat paiera », c'est plus porteur politiquement que de dire « travaillez, prenez de la peine ».

Jean-Yves Naudet

LE THATCHÉRISME EST DE RETOUR...

Y a-t-il un petit espoir libéral dans le tsunami actuel étatiste et keynésien ? Certes, quelques îlots libéraux existent, y compris chez certains hommes politiques, comme Vaclav Klaus en République Tchèque. Mais on les compte sur les doigts d'une main. Pourtant, au moment où l'on vient de fêter, le 4 mai, les trente ans de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, on peut se demander si une partie de l'espoir ne va pas venir une nouvelle fois de l'Angleterre. Le Monde, en tous cas, se pose la question, pour s'en désoler, alors que cette perspective nous réjouit.

Le Monde commence par titrer « Le thatchérisme a de nouveau les faveurs des conservateurs britanniques ». Et il précise d'emblée : « Le thatchérisme est de retour en Grande-Bretagne ». C'est donc qu'il en était parti. Pourtant, Margaret Thatcher avait modifié en profondeur non seulement toute l'économie anglaise, mais aussi les partis politiques, même de gauche. Tony Blair avait remplacé le vieux parti travailliste par le new labour, intégrant la plupart des principes libéraux de l'ancien premier ministre, à commencer par une faible fiscalité, peu progressive.

Mais depuis, le parti conservateur, avec Cameron, s'était recentré, se voulait plus « humanisant », tandis que Gordon Brown et les travaillistes avaient sauté dans le train du keynésianisme et des nationalisations bancaires. La crise avait poussé les travaillistes vers la gauche, intégrant le même discours qu'en France (« c'est le libéralisme qui a échoué »), mais voilà que la droite conservatrice semble avoir compris que la crise était due au contraire à des erreurs étatiques et à un libéralisme insuffisant : il fallait donc aller plus loin dans les réformes libérales.

Peut-on pour autant parler d'un retour au thatchérisme ? Le Monde ne nous a pas totalement convaincus. Certes, le Congrès conservateur de fin avril a annoncé un programme de forte réduction des dépenses publiques. Mais Le Monde ajoute que, s'ils parvenaient au pouvoir, les conservateurs « choisiraient l'austérité » (formule ambiguë : si c'est l'austérité pour l'Etat, oui, bien sûr) et surtout que « s'il fallait augmenter les impôts pour financer le retour à des finances plus saines, ils n'hésiteraient pas, comme Mme Thatcher l'avait fait dès son élection ». Il nous semblait au contraire que Margaret Thatcher avait fortement réduit les impôts, passant d'un taux marginal d'impôt sur le revenu de 98% à 40% ! Et Le Monde devrait savoir qu'augmenter les impôts n'a rien de très libéral. Mais d'autres éléments sont plus rassurants. M. Cameron s'inquiète de la dette publique (79% du PIB bientôt) ; et le leader conservateur retrouve un peu les accents du parti conservateur de 1979, lorsqu'il dénonçait un pays mis par les travaillistes au bord de la banqueroute. Depuis le congrès du mois dernier, il a indiscutablement changé de ton dans la bonne direction, faisant siens certains « dogmes » (l'expression est du Monde) de son illustre devancière, comme « une fiscalité allégée » (dix lignes plus haut Le Monde parlait d'une hausse des impôts... qui croire : Le Monde ou Le Monde ?), « un Etat vivant dans la limite de ses moyens », « une régulation économique peu contraignante », « des syndicats sans pouvoir ». Voilà qui est plus rassurant.

La crise, et ici l'analyse de notre confrère est juste, « a rendu aux tories leur liberté idéologique ». Selon une enquête détaillée, la plupart des futurs candidats conservateurs « sont dans une large mesure les héritiers de Margaret Thatcher et de sa révolution ». Dernier élément encourageant, la lettre de M. Cameron à Margaret Thatcher, pour marquer l'anniversaire de son arrivée au pouvoir : « Quand je pense à l'état dans lequel vous avez récupéré la nation et aux immenses avancées que vous avez obtenues, je trouve une source d'inspiration. Amener le pays à ne pas vivre au dessus de ses moyens, remettre les syndicats sur le chemin de la légalité... mais par-dessus tout rendre au peuple britannique sa fierté et sa confiance en soi. A mon tour, trente ans plus tard et avec une extrême impatience, j'attends de pouvoir débarrasser le pays d'un labour épuisé ». Plus qu'une lettre de simple courtoisie. La rupture avec la pensée unique viendra-t-elle une fois encore, des Anglais ?

IL Y A PPE ET PPE A LA FRANÇAISE

Tout le monde ne connaît pas le PPE (parti populaire européen). C'est pourtant le plus grand parti du parlement européen, sensiblement devant les socialistes, et le seul à avoir des représentants venant des 27 pays membres. Pour la France, ce sont les députés UMP qui participent au groupe PPE. Il y avait eu un temps aussi les UDF, donc plus tard les amis de F. Bayrou, mais celui-ci, encore plus depuis la création du Modem, a demandé à ses amis de quitter le groupe PPE pour s'inscrire au groupe libéral, qui comprend certains vrais libéraux, mais aussi des hommes de centre-gauche et désormais les amis de F. Bayrou, qui, eux, ne sont pas vraiment libéraux. Complexité du monde européen...

Dans le groupe PPE, on y trouve aussi bien les conservateurs anglais que les démocrates-chrétiens allemands ou les amis de S. Berlusconi ou les membres de l'UMP. Donc de vrais libéraux et de faux libéraux, de vrais et de faux conservateurs, etc.. Mais enfin, globalement, le PPE est disons plutôt libéral. L'ambiguïté vient de ce qu'il s'est partagé le pouvoir au parlement avec le groupe socialiste (le second en importance), par exemple en partageant la présidence du parlement : un demi-mandat un président socialiste, un demi-mandat un PPE (actuellement Hans Pöttering, démocrate-chrétien allemand). PS et PPE se ménagent donc et votent souvent ensemble, même s'il est vrai que la plupart des sociaux-démocrates étrangers sont plus libéraux que bien de nos UMP, ce qui fait qu'ils votent les réformes libérales, que rejettent ensemble UMP et PS français !

Une difficulté supplémentaire vient du fait que pour la prochaine législature, les conservateurs anglais vont quitter le groupe, les Tchèques aussi sans doute, ce qui va l'amputer, surtout avec la récente évolution anglaise dont nous parlons par ailleurs, d'une partie des vrais libéraux. Mais globalement le programme du PPE a certains aspects acceptables par les libéraux. Dans ce qu'il appelle « une Europe des valeurs », on trouve par exemple la réaffirmation des « valeurs du marché », la mise en garde contre le protectionnisme, et même le refus d'une relance reposant sur de nouveaux déficits. Mais, dans les valeurs du PPE, il y a aussi la préservation de la vie humaine, la liberté de l'enseignement ou la défense de la famille fondée sur le mariage, aux côtés du renforcement des libertés économiques, y compris de la libre circulation des services et des personnes.

Alors, vive le PPE ? Pas si simple. Il y a d'abord les ambiguïtés propres à chaque pays : la CDU allemande, par exemple, a d'authentiques libéraux et d'authentiques étatistes ; le départ des conservateurs anglais va affaiblir la sensibilité libérale ; la convergence de fait avec les socialistes (au fond un peu comme en Allemagne où ils gouvernent ensemble) freine le libéralisme du PPE, et il semble que cette alternance PS/PPE, excluant les autres, sera reconduite après les élections, même si certains PPE préféreraient une alliance PPE/Libéraux, plus naturelle ; et puis surtout il y a le fait qu'en France, pour les élections européennes du 7 juin, le PPE, ce soit l'UMP. Les libéraux y sont à l'état de traces -et encore- et les UMP membres du groupe PPE votent en général contre toute libéralisation ou mise en concurrence, en dépit de la position prise par le reste du groupe PPE.

Le projet européen de l'UMP n'est pas exactement sur la ligne PPE. « Votez pour une Europe qui vous protège » a des relents protectionnistes ou d'assistanat. Parmi les propositions « hardies » de l'UMP, la création d'une caisse des dépôts européenne pour orienter l'épargne... Comme en France, la Caisse est publique et sert à nationaliser les entreprises, voilà une proposition qui n'est pas franchement libérale. Mais c'est surtout Nicolas Sarkozy qui donne le ton : « L'Europe des pères fondateurs, c'était surtout l'Europe des politiques communes. L'Europe du charbon et de l'acier. L'Europe de l'atome. L'Europe de la politique agricole commune. C'était l'Europe qui agissait parce qu'elle ne voulait pas subir. L'Europe des pères fondateurs, c'était l'Europe qui protégeait, l'Europe de la préférence communautaire,... C'est l'esprit de cette Europe qu'il nous faut retrouver ». Autrement dit : l'Europe qui a échoué ! Ce n'est pas notre Europe, ce n'est pas l'Europe des libertés et du libre-échange. Décidemment, oui, il y a PPE et PPE !

MOSCOU N'A PAS QUITTÉ LA GEORGIE

La Russie continue à surveiller ce qu'elle considère comme son arrière-cour, pour l'essentiel issue de l'ex-URSS. C'est le cas de l'Ukraine, comme on l'a vu ces derniers temps, et plus récemment encore, de la Moldavie. C'est surtout le cas de la Géorgie. Moscou avait envoyé ses troupes ; l'Occident avait vivement réagi et Nicolas Sarkozy s'était flatté d'avoir obtenu un retour des Russes sur leurs positions antérieures à la crise. Mais en fait les Russes n'ont jamais quitté la Géorgie.

L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie faisaient, sans ambiguïté, partie de la Géorgie, dont les frontières étaient internationalement reconnues. Après avoir favorisé la sécession de ces deux régions, le Kremlin a reconnu leur légitimité comme celle de deux « Etats indépendants ». Mais il s'agit d'une indépendance à la Russe, c'est-à-dire indépendance par rapport à Tbilissi, mais pas par rapport à Moscou. Les troupes russes sont restées dans ces deux régions, et n'ont donc pas évacué l'ensemble de la Géorgie.

Cependant, depuis la fin de leur intervention militaire dans le reste de la Géorgie, les Russes avaient adopté un profil bas, donnant à leurs troupes des consignes de discrétion. C'est cela qui vient de changer. En effet, l'Alliance atlantique devant effectuer des manœuvres en Géorgie, Moscou a fait patrouiller ses troupes sur la « frontière » entre les deux régions et le reste de la Géorgie. Le chef régional de l'ex-KGB ne s'en est pas caché : « Des unités de gardes frontières ont commencé à remplir les missions relatives à la protection des frontières sud-ossète et abkhaze ». Et d'ajouter « La frontière doit être rapidement fermée et impénétrable pour les ennemis ». Et d'y installer des équipements modernes, des drones, des systèmes de vidéosurveillance.

Pour légitimer cette présence, les deux régions « séparatistes » ont signé avec la Russie un accord lui confiant la surveillance de leurs frontières. Le Figaro cite le « président » sud-ossète, qui parle de menaces et de tentatives de provocation quasi-quotidiennes, à la frontière avec la Géorgie. Il a le culot d'affirmer que l'accord avec Moscou permet de mieux appliquer l'accord Medvedev-Sarkozy. C'est la preuve que la lecture de cet accord n'est pas la même chez les Occidentaux, assez naïfs pour avoir jusqu'à ce jour fermé les yeux sur la présence russe dans les deux territoires, et chez les gens du camp russe. Maintenant le porte-parole de l'OTAN affirme au contraire et avec réalisme que cet accord viole les conditions du cessez-le-feu.

Mais Moscou n'a pas froid aux yeux : pour les Russes, ce sont les Occidentaux qui violent cet accord, par les manœuvres de l'OTAN, considérées comme un encouragement à la « remilitarisation » de Tbilissi. Medvedev parle même de « provocation grossière ».

On a cependant une idée de ce que Moscou entend par « indépendance » de ces deux régions dissidentes, lorsque l'accord passé avec Moscou prévoit dans ces deux « Etats » un bureau des frontières « qui fonctionnera comme une autorité administrative russe à part entière, sous la tutelle du FSB » (ex-KGB). Étonnant respect de la « souveraineté » de ces deux « Etats ».

Le Figaro affirme même qu'à « bien des égards, les deux territoires séparatistes ont tout l'air de simples régions russes ». D'ailleurs, Moscou finance l'essentiel du budget et c'est Moscou qui gère directement les enveloppes financières.

Tout cela provoque évidemment une tension entre les Occidentaux et les Russes, même si les occidentaux sont obligés de se monter prudents, compte tenu des autres soucis qu'ils ont en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, sans parler de la Corée du Nord ! Deux diplomates de la délégation russe ont quand même été expulsés par l'OTAN à la suite d'une affaire d'espionnage, montrant que les Occidentaux ne laisseraient pas faire n'importe quoi.

Bien sûr, ce n'est pas encore la guerre froide. Obama devrait aller à Moscou en juillet ; des rencontres préalables sont prévues entre le ministre russe des affaires étrangères et Hillary Clinton. Mais il est clair que Moscou veut étendre son influence et en profite pour tester Obama et la solidité des Occidentaux. Il ne faut pas l'oublier, et c'est le plus important de l'affaire : sans les Géorgiens les Russes auraient le total monopole de l'acheminement du pétrole vers l'Europe Occidentale, et les Russes tiennent à reconquérir ce monopole.

LA VÉRITÉ SUR LES ÉCARTS DE REVENUS EN FRANCE

Le débat sur le niveau de revenu des Français est confus, car il comporte un volet technique. Les professionnels de la désinformation entretiennent l'ambiguïté. Nous avons déjà abordé une partie de la question il y a peu, dans un article de conjoncture, à propos du rapport Cotis et de la part respective des salaires et des profits : en dépit de tous les discours larmoyants, cette part est en gros la même que dans les années 60. Ceux qui proposent un rééquilibrage en faveur des salariés, après les soi-disant dérives des profits, ne font reposer leur analyse sur rien.

Mais nous voulons revenir sur un point, celui des salaires et des revenus, à l'occasion de la publication d'un nouveau rapport de l'INSEE « revenus et patrimoine des ménages » donnant les résultats 2006. On y apprend que le revenu moyen disponible par ménage est en France de 32 550 euros et le revenu médian de 27 150 euros. De quoi faire frémir tous ceux qui parlent d'un salaire moyen autour de 1500 euros par mois ! Et pourtant tous ces chiffres sont exacts.

Il y a d'un côté les salaires : ce que touche une personne en contre partie de son travail. Il peut être brut ou net, avant ou après impôt : cela donne des chiffres différents. Mais surtout il est radicalement différent du revenu et on peut très bien avoir un salaire de 1 500 et un revenu de 3 000 ! D'abord, il y a souvent (dans 80% des cas au moins pour les couples) deux salaires dans un ménage. Donc le revenu d'une famille n'a pas grand chose à voir avec le seul salaire du chef de famille. Ensuite, il y a tous les revenus de transferts : les transferts positifs, ceux qui augmentent les revenus, surtout pour les faibles salaires, c'est à dire les diverses prestations sociales, et les transferts négatifs, ceux qui diminuent le revenu, comme par exemple l'impôt sur le revenu. Parler de 1 500 euros porte sur un salaire ; parler de près de 3 000 porte sur les revenus, après prise en compte des prestations sociales et des impôts directs.

Le revenu moyen des ménages français est donc bien, après ces corrections, ou plutôt était en 2006, de 32 550 euros par an. Encore, faudrait-il distinguer les ménages d'une seule personne, puis les familles monoparentales, de celles où il y a un couple, donc en général deux salaires : pour cette dernière catégorie, le revenu du ménage est sensiblement plus élevé et pour les deux autres, avec un seul salaire, sensiblement plus faible. Il y a aussi la différence sensible, entre moyenne et médiane. Le revenu moyen est de 32 550 euros : il peut être tiré vers le bas s'il y a certains revenus très faibles ou vers le haut s'il y a certains revenus très élevés. En revanche, avec le revenu médian (27 150 euros), il y a 50% des ménages en dessous et 50% au dessus, mais on ne sait quel est l'écart : cela coupe simplement en deux la population, autant en dessous qu'au dessus. La différence, on le voit, n'est pas négligeable.

Quant aux écarts de revenus, ils ne sont pas si élevés qu'on le dit : un ménage cadre ou profession intellectuelle supérieure gagne en moyenne (revenu disponible) 56 060 euros par an, un ménage profession intermédiaire 35 590, un ménage agriculteur 33 510, un ménage ouvrier 28 430 : on est loin du gouffre annoncé entre groupes sociaux... Plus sensibles sont les écarts entre les 10% les plus pauvres et les 10% les plus riches (écarts entre déciles extrêmes). Mais, comme le montre aussi le rapport Cotis, ces écarts n'ont cessé de se réduire et ils sont aujourd'hui, s'agissant des revenus, de l'ordre de 1 à 3. Pourquoi dit-on le contraire (les écarts n'auraient cessé de croître) et pourquoi pense-t-on le contraire ? Parce que l'on compare les revenus des 10% les plus pauvres aux 1% les plus riches, voire aux 0,1% les plus riches. Là, il est vrai que les écarts se sont accrus. Symboliquement, cela peut avoir son importance ; mais scientifiquement, on ne peut comparer un cas marginal (0,1%, soit par exemple 10 000 ou 20000 salariés) et 10% du total, soit 1 à 2 millions de personnes. Pire encore, lorsqu'on compare un smicard et un patron qui gagne plusieurs milliers de fois cette somme. On peut trouver cela étonnant, voire choquant, surtout si c'est dû à un manque de concurrence ou à des relations privilégiées, ou encore à des métiers très particuliers (certains sportifs ou artistes), mais cela relève de l'accessoire, ou du symbolique, même si le symbolique a son importance. C'est sûrement plus porteur de faire dans l'anecdotique, cela remue les foules, mais ce n'est pas scientifique. Et on ne se fait pas une idée des écarts sociaux en comparant Johnny ou Zidane avec un rmiste.

HOMMAGE A ROLAND DRAGO

Jacques Garello

Roland Drago vient de nous quitter. Le grand universitaire, le juriconsulte international, le maître de l'Institut (il a présidé l'Académie des Sciences Morales et Politiques en 2.000) a été également pendant quinze ans le vice-président présent et efficace de l'ALEPS, position qu'il a abandonnée l'an dernier pour rejoindre notre Collège Présidentiel, tout en continuant à participer aux travaux du jury du Livre Libéral présidé par Pascal Salin.

Notre association se joint au deuil de sa famille, et je suis personnellement attristé par la disparition de celui qui m'avait honoré de son amitié, dont je n'étais pas peu fier.

Jeune universitaire, j'avais été impressionné par les écrits et la réputation de cet agrégé de droit public, condisciple de l'Université d'Alger (mais à quelque dix ans d'écart), qui avait donné ses premiers cours à l'Institut Universitaire de Tunis. Il aimait évoquer cette période, avec les rocambolesques parties de tennis avec Raymond Barre et Philippe Malaurie. Après un long passage à la Faculté de Droit de Lille (1953-1965) Roland Drago a rejoint Paris, où il a pris une place éminente dans le milieu très savant des « comparatistes », ces juristes capables de connaître et comprendre des traditions juridiques aussi différentes que la française, la germanique, l'anglaise ou l'américaine. A ce titre, il a accompli plusieurs missions, donné plusieurs conférences et consultations dans la plupart des pays du monde.

Mais c'est surtout l'universitaire et le libéral que je voudrais particulièrement évoquer. Conseiller de plusieurs Ministres de l'Education Nationale, membre du Comité Consultatif des Universités, Roland Drago s'inquiétait des dérives de nos institutions universitaires. Il me disait les déceptions qu'il avait régulièrement connues. En 1986, il avait préparé avec Jean Foyer (autre juriste éminent) une proposition de loi innovante, courte, et remarquable, qui a séduit la nouvelle majorité libérale. Mais Alain Devaquet, en charge des Universités, a demandé le retrait de ce texte, et on connaît la suite : émeutes universitaires, mort de Malik Oussekin, fin de la réforme...et fin de l'épisode libéral. La même mésaventure s'est reproduite avec François Bayrou. Après huit mois de travail, la commission à laquelle participait Roland Drago débouche sur une réforme LMD de nature à mettre l'université française aux normes européennes. Peine perdue : au dernier moment François Bayrou retient le texte qui plaisait aux étudiants contestataires de l'UNEF. On en voit aujourd'hui les conséquences...

Les convictions libérales de Roland Drago lui venaient de son immense respect pour l'état de droit. Il savait que la liberté exige des règles de droit de qualité, et il déplorait pour notre pays la médiocrité de la production législative, et même constitutionnelle. Il admirait Montesquieu pour nous avoir alertés sur le danger d'un pouvoir exécutif qui se placerait au-dessus des lois et des juges. Il rappelait volontiers que le Garde des Sceaux avait préséance sur le Roi dans le protocole de l'Ancien Régime. Roland Drago se trouvait à l'aise au sein de l'ALEPS, aux côtés d'universitaires mais aussi d'entrepreneurs et d'hommes de plume. Il a souvent présidé nos assemblées générales, et il l'a toujours fait avec son élégance, sa distinction et sa foi dans la liberté. Il nous a beaucoup apporté, et ce modeste hommage était bien le moindre de nos gestes pour compléter nos prières et lui dire un dernier adieu.

L'ascension sera un jour férié pour toute l'équipe de la Nouvelle Lettre. Le prochain numéro sera daté du 30 mai 2009.

AU SOMMAIRE DU N°998 :

EDITORIAL : Transition vers les retraites du futur pp. 1-2

CONJONCTURE : Relancer la relance ? pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Le thatchérisme est de retour p. 4 - Il y a PPE et PPE à la française p. 5 - Moscou n'a pas quitté la Georgie p. 6 - La vérité sur les écarts de revenus en France p. 7 - Hommage à Roland Drago p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille